

1594

CD



**CONTRIBUTION DU PROGRAMME  
DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES  
A L'ELIMINATION DE LA PAUVRETE  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

*par Moïse Mensah*

*Consultant auprès des Volontaires des Nations Unies*

Document de travail pour le Séminaire organisé  
par le programme des VNU  
Ouagadougou, Burkina Faso  
26 janvier 1996



25<sup>e</sup> anniversaire du programme des VNU

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>2.</b>	<b>CONTEXTE DES ACTIVITES DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'ELIMINATION DE LA PAUVRETE DANS L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>	<b>1</b>
2.1	Aspect de la pauvreté dans les pays de l'Afrique subsaharienne	1
2.2	Politiques et stratégies gouvernementales	2
2.3	Assistance du système des Nations Unies et d'autres donateurs	3
<b>3.</b>	<b>LE PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES: UN PARTENAIRE DANS L'ELIMINATION DE LA PAUVRETÉ</b>	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b>LECONS TIREES DE L'EXPERIENCE</b>	<b>12</b>
4.1	Réalisations	12
4.2	Forces perçues	13
4.3	Rechercher le potentiel inexploité	14
4.4	Encourager les partenariats	15
<b>5.</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>16</b>

# CONTRIBUTION DU PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES A L'ELIMINATION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## 1. INTRODUCTION

La pauvreté est devenue une menace croissante pour l'humanité. Elle peut être définie comme l'état d'une personne vivant en dessous du niveau de vie minimal acceptable, notamment pour ce qui est des besoins alimentaires et non alimentaires qui assurent la "capacité de participer à toutes les activités de la communauté".

Tandis que nous nous approchons de l'an 2000, la communauté mondiale en est venue à reconnaître qu'il ne suffit pas de constater que "plus d'un milliard de personnes dans le monde, dont la plupart ont faim, vivent dans la misère. Une grande partie, dont la majorité sont des femmes, a un accès très limité aux revenus, aux ressources, à l'éducation, aux soins de santé et à la nutrition, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés". D'où le premier Sommet mondial sur le développement social (SMDS) qui s'est tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995. Des chefs d'Etat et des hauts fonctionnaires de leurs gouvernements respectif se sont réunis pour "reconnaître l'importance du progrès social et du bien-être humain pour tous et d'accorder dès maintenant et au vingt et unième siècle une priorité absolue à ces deux objectifs".

Les Volontaires des Nations Unies ont décidé d'organiser une réunion de travail à Ouagadougou le 26 janvier 1996 pour examiner leur contribution à l'élimination de la pauvreté en Afrique subsaharienne et étudier différentes options dans lesquelles le Programme des Volontaires des Nations Unies pourrait augmenter ces contributions. Des données d'expérience dans les pays ont été rassemblées à cet effet par le biais d'études de cas qui ont apporté des informations sur la contribution des Volontaires des Nations Unies dans le contexte global de l'assistance apportée par le système des Nations Unies et d'autres donateurs. Des informations ont aussi été données sur les conditions socio-économiques et les politiques gouvernementales de différents pays. Ce document de travail est destiné à faire partager les vues des utilisateurs des services VNU et attirer l'attention sur certaines questions relatives à un possible programme de partenariat à long terme pour l'élimination de la pauvreté en Afrique subsaharienne.

## 2. CONTEXTE DES ACTIVITÉS DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

### 2.1 Aspect de la pauvreté dans les pays de l'Afrique subsaharienne

35 des 46 pays de l'Afrique subsaharienne figurent parmi les pays les moins avancés. Même si certains ont connu une croissance rapide ces dix dernières années, les indicateurs de développement attestent d'une forte prédominance de la pauvreté. A titre d'exemple, selon le Rapport du PNUD 1995 sur le Développement Humain, 44 % de la population d'Afrique subsaharienne n'a pas accès aux services de santé, 57 % n'a pas accès à de l'eau salubre, 67 % n'a pas accès à des installations d'assainissement. L'espérance de vie est de 51 ans par rapport à 61,5 ans pour tous les pays en développement et à 76,1 ans pour les pays industrialisés. Pour avoir une image précise, il faudrait ajouter les répercussions négatives d'un problème persistant de réfugiés touchant environ quatre millions et demi



de personnes. Le Rapport sur le Développement Humain ne compte que deux pays d'Afrique subsaharienne ayant un indice élevé de développement humain (IDH), neuf ayant un IDH moyen, et trente-cinq ayant un faible IDH qui les classe du 129 ième à 174 ième rang sur un total de 174 pays.

La pauvreté en Afrique subsaharienne est généralement plus grande dans les zones rurales que dans les périmètres urbains. La pauvreté urbaine s'accroît cependant à un rythme rapide. La pauvreté touche plus les femmes que les hommes, se traduisant par une plus faible scolarisation des filles, un accès limité à la propriété de terres, au crédit, à la formation etc. pour les femmes.

Le fort taux de croissance de la population (2.9 %) qui caractérise la région et le pourcentage élevé de jeunes de moins de 15 ans, vient ajouter au fardeau de fourniture des services sociaux, notamment en matière d'éducation et de santé.

Un autre aspect du profil de la pauvreté indique cependant que les populations sont déterminées à tirer parti de leurs valeurs traditionnelles et du savoir autochtone pour lutter contre la pauvreté. Elles ont élaboré leurs propres stratégies fondées sur la solidarité et le partage d'expérience. Des organisations fondées sur la communauté ont été créées pour traiter des problèmes communs de développement par le biais d'initiatives locales souvent soutenues par des ONG locales. De nombreuses preuves indiquent la reconnaissance officielle croissante de celles-ci et le soutien gouvernemental apporté à ces initiatives. Ceci a constitué un bon point de départ permettant aux Volontaires des Nations Unies d'accroître leur soutien par certaines formes novatrices de partenariat.

## 2.2 Politiques et stratégies gouvernementales

Les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne ont pour préoccupation majeure la reprise de la croissance économique. Un certain nombre de pays se sont à cet effet lancé dans des Programmes de redressement économique avec l'aide du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale et/ou dans des Programmes d'ajustement structurel censés donner des résultats en termes de restauration de la stabilité économique et de la croissance, une saine gestion budgétaire et de meilleurs résultats sur le plan de la mobilisation des ressources pour un développement accru. Contrairement aux précédents programmes de redressement économique du milieu des années 80, les programmes plus récents d'ajustement structurel ont ajouté une dimension sociale à leurs objectifs afin de répondre aux besoins essentiels des groupes de population les plus vulnérables.

Le souci d'éliminer la pauvreté se reflète dans différents types de stratégie y compris, par exemple la "*stratégie de croissance par l'élimination de la pauvreté*", le "*programme pour l'élimination de la pauvreté*", le "*programme de développement durable*", le "*programme pour le développement humain durable*", le "*programme pour l'élimination de la pauvreté et des coûts sociaux de l'ajustement*". Tous ces programmes et stratégies visent essentiellement à améliorer l'accès des pauvres aux services sociaux élémentaires; mieux gérer leur base de ressources naturelles; promouvoir la décentralisation du processus décisionnel, le renforcement de la capacité des organisations fondées sur la communauté pour planifier et gérer leurs propres activités de développement; accroître la productivité et favoriser une meilleure administration publique.

Les gouvernements d'Afrique subsaharienne ont aussi manifesté une prise de conscience de la nécessité d'intégrer les objectifs précités à la structure de leur administration centrale en reconnaissant que "la lutte contre la pauvreté doit notamment comprendre une amélioration de l'efficacité des institutions gouvernementales car la qualité, la fiabilité et la transparence de l'administration publique sont essentielles pour une réduction durable de la pauvreté." Une initiative intéressante à cet égard est le projet de création dans un pays d'une "division chargée de l'élimination de la pauvreté" auprès de la commission de planification du bureau du Président "pour mettre en oeuvre des stratégies et des actions spécifiques auxquelles participeront des administrations locales choisies, le secteur privé, des ONG et des donateurs."

### 2.3 Assistance du système des Nations Unies et d'autres donateurs

Le PNUD, les institutions spécialisées et d'autres donateurs d'assistance multilatérale et bilatérale consacrent essentiellement leur aide à six domaines fondamentaux liés à l'élimination de la pauvreté. Le premier domaine est la sécurité alimentaire dont les activités se rapportent à la production vivrière et la création de revenus par le soutien apporté à l'agriculture des petits exploitants et au développement des petites et micro-entreprises. L'amélioration et le développement de l'infrastructure et des services de transport, un accent particulier étant mis sur l'infrastructure rurale et sur le travail visant à accroître la sécurité alimentaire. Le second domaine est la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Le troisième vise à donner aux "pauvres" les moyens de se réaliser par des activités liées à la formation de type non classique, la promotion des femmes et la formation des capacités au niveau local en favorisant le développement décentralisé. Le quatrième domaine concerne l'allègement de la pauvreté par l'établissement d'un "filet social" comprenant la protection de la santé (par des campagnes de vaccination, la prévention contre le Sida, la protection de la santé des mères et des enfants, le planning familial, par exemple) et des programmes alimentaires supplémentaires pour les groupes vulnérables notamment les foyers dont le chef de famille est une femme. Le cinquième domaine se rapporte à l'aide humanitaire. Le sixième couvre l'élaboration et la mise en oeuvre d'une macropolitique comprenant, entre autres, l'ajustement structurel, la gestion économique, la promotion du secteur privé et la démocratisation ainsi que le soutien apporté aux activités consécutives au SMDS.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) définit sa mission comme suit: aider les pays en développement à constituer et accroître leur capacité nationale pour parvenir à un développement humain durable" en accordant la priorité absolue à l'élimination de la pauvreté et à l'établissement de l'équité". A partir des résultats du SMDS et de sa propre expérience dans le traitement des questions et des programmes se rapportant à l'élimination de la pauvreté, le PNUD a élaboré un cadre de politique pour les stratégies au niveau national visant à éliminer la pauvreté. Celui-ci est destiné à "assurer la mobilisation de la volonté politique et remédier aux faiblesses politiques et institutionnelles dans les pays en développement afin que ceux-ci puissent élaborer et mettre en oeuvre des stratégies à long terme efficaces pour l'élimination de la pauvreté..."

Les donateurs accordent une importance particulière à certains aspects des programmes généraux de développement national; un consensus est cependant en train de s'établir sur la nécessité de traiter explicitement et effectivement la question de la pauvreté.



### 3. LE PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES : UN PARTENAIRE DANS L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ

Le Programme des Volontaires des Nations Unies relevant administrativement du PNUD et servant tout le système des Nations Unies a, au fil des ans, établi des alliances avec de nombreux partenaires des Nations Unies pour soutenir les actions des gouvernements de pays en développement et des ONG cherchant à traiter les questions de pauvreté. L'approche des Volontaires des Nations Unies concernant l'élimination de la pauvreté est établie sur des principes participatifs et repose sur l'idée selon laquelle le point de départ de toute stratégie visant à traiter les causes de la pauvreté, par opposition aux symptômes, doit être édictée sur les forces et les stratégies de réponse que les personnes, les familles et les communautés ont élaboré pour répondre à leurs besoins essentiels et à leurs aspirations. Dans ce contexte, la tâche du soutien extérieur consiste à identifier la connaissance endogène des situations locales et à construire à partir de celle-ci en adoptant des approches participatives. Le soutien apporté par les Volontaires des Nations Unies prend de nombreuses formes, notamment en encourageant le développement de groupes et d'organisations fondés sur la communauté, en stimulant les mesures locales génératrices de revenus fondées sur l'initiative personnelle, en établissant des liens appropriés avec des sources existantes d'assistance et en favorisant des réseaux pour l'échange d'idées, d'expérience et d'informations technologiques.

Les Volontaires des Nations Unies ont pour objectif général de travailler avec des partenaires dans les pays concernés en vue de renforcer la confiance en soi et l'organisation à la base et de favoriser le cadre dans lequel les "plus démunis" prennent des initiatives pour améliorer leurs propres conditions de vie. Le Programme des Volontaires des Nations Unies a un long passé de mobilisation réussie de personnes volontaires qui ont non seulement les compétences professionnelles nécessaires mais sont aussi extrêmement motivées, connaissent les conditions locales et y sont sensibles. Les Volontaires des Nations Unies cherchent à recruter des volontaires qui peuvent s'adapter facilement, ont un don pour écouter et apprendre et sont désireux de partager des responsabilités avec des agents locaux. Même si les Volontaires des Nations Unies chargés des programmes relatifs à lutte contre la pauvreté travaillent essentiellement en aval, l'interaction avec les programmes au niveau macro est capitale pour l'expansion future des actions. Dans ce contexte, le programme des Volontaires des Nations Unies accorde désormais une importance croissante à faire en sorte que le lien entre amont et aval soit parfaitement établi dans les programmes dont ils assurent, partiellement ou intégralement, la mise en œuvre. Ceci est réalisé par l'accès des Volontaires des Nations Unies au gouvernement central, par l'intermédiaire du PNUD, au système des Nations Unies dans son ensemble, aux donateurs et à la société civile. Les Volontaires des Nations Unies visent, sur cette base, à maximiser leur contribution à l'élimination de la pauvreté.

La contribution des Volontaires des Nations Unies à l'élimination de la pauvreté peut être exprimée dans le cadre global des stratégies nationales au niveau des pays établi par le PNUD qui suggère vingt priorités au politique et opérationnel. Sur un échantillon de dix-neuf pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels travaillent les Volontaires des Nations Unies et en utilisant la couverture des pays et le nombre d'agents des Volontaires des Nations Unies comme indicateurs de la demande, il ressort que les dix domaines prioritaires

d'intervention suivants sont les principaux secteurs de concentration de la contribution des Volontaires des Nations Unies, à savoir, par ordre de classement général:

1. Responsabiliser les populations
2. Améliorer l'accès à l'infrastructure de base et aux services sociaux
3. Étendre la protection sociale aux groupes vulnérables
4. Promouvoir l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes
5. Favoriser la création d'emplois et de moyens d'existence durables
6. Préserver et régénérer la base des ressources naturelles
7. Créer un contexte favorable à un développement centré sur les hommes
8. Favoriser une croissance équitable et généralisée
9. Accroître la sécurité alimentaire des ménages
10. Assurer un accès équitable au crédit et aux actifs de production

Il va sans dire que les Volontaires des Nations Unies s'occupent aussi d'autres domaines prioritaires dont deux ne figurent pas explicitement sur la liste des priorités du PNUD mais auxquels les Volontaires des Nations Unies consacrent cependant une part importante et croissante de leurs activités. La contribution apportée par les Volontaires des Nations Unies à l'élimination de la pauvreté dans ces secteurs problématiques a été d'une remarquable qualité et doit être reconnue. Ces deux domaines sont l'aide humanitaire et les droits de l'homme.

Pour renforcer son aptitude à exercer diverses activités et s'adapter au contexte en perpétuel changement, le Programme des Volontaires des Nations Unies a intégré des dispositifs supplémentaires parmi lesquels le *United Nations International Short Term Advisory Resources* (UNISTAR) (Services consultatifs internationaux de courte durée), le *Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals* (TOKTEN) (Transfert de connaissances par l'intermédiaire de nationaux expatriés) et les VNU nationaux. Ces dispositifs qui en sont encore aux premiers stades de mise en application stimulent la mobilisation d'autres ressources humaines des Volontaires des Nations Unies.

Outre les dispositifs précités, le PVNU a aussi commencé à utiliser son "Fonds Bénévole Spécial" (FBS) pour des projets pilotes et expérimentaux sur le terrain. Celui-ci sert de mécanisme de financement pour promouvoir l'utilisation novatrice de volontaires pour soutenir des initiatives communautaires.

La principale contribution des Volontaires des Nations Unies à l'élimination de la pauvreté en Afrique subsaharienne peut être décrite de la manière suivante:

1. Donner aux populations les moyens de parvenir à l'autosuffisance en créant un contexte favorable au développement centré sur la population et à une croissance équitable et généralisée.

Ces trois domaines prioritaires traitent, sous différents angles, la question fondamentale du développement participatif qui est le "credo" du Programme des Volontaires des Nations Unies et le plus important secteur d'affectation des animateurs VNU/DDS, notamment en relation avec les Services de Développement Local. Les Volontaires des Nations Unies dans ce domaine ont notamment pour activités de travailler avec les comités de développement



villageois sur des techniques d'Evaluation rurale participative (ERP) pour l'évaluation des besoins aboutissant à l'élaboration et la mise en oeuvre de plans stratégiques destinés à répondre aux besoins identifiés; contribuer à établir des structures gouvernementales efficaces pour cibler la pauvreté et promouvoir des initiatives de développement communautaire; mobiliser la communauté; planifier l'utilisation des terres pour faire en sorte que les projets de développement rural et de développement intégré de zones soient basés sur des schémas appropriés de gestion des terres; favoriser de nouvelles opportunités de génération de revenus en particulier dans les zones rurales (par exemple, fabrication de savon à partir d'huile de karité et de graines de neem, production de plants pour des projets de boisement); étendre les services sociaux de base à des zones mal servies ou non servies; identifier et encourager de mini-projets dans les zones tant rurales qu'urbaines; soutenir des groupes communautaires en particulier des femmes et des jeunes non scolarisés; procéder à une alphabétisation de masse; réhabiliter des zones touchées par la sécheresse; élaborer une capacité de suivi et d'évaluation pour les services de développement communautaire au sein du gouvernement.

### *Projet d'autodéveloppement de Pata*

*Pata est un village de la République centrafricaine dans lequel un agent Burkina-Be des Services de développement local des Volontaires des Nations Unies, Berthe Bere, a commencé des activités de mobilisation de la communauté en 1992 avec l'aide financière de la Fondation Africaine de Développement (ADF). Elle a pu lancer en quelques années des groupes de développement communautaire qui ont rapidement étendu leurs activités d'un programme de priorités essentielles à un plus vaste objectif d'initiatives génératrices de revenus parmi lesquelles l'élevage de porcins, le traitement du manioc et de fruits, la fabrication de savons à base d'huile de palme produite localement etc. Les groupes communautaires de Pata remportent des prix dans différents salons et expositions.*

## 2. Améliorer l'accès à l'infrastructure de base et aux services sociaux

Les principales activités relevant de ce domaine comprennent: la technique hydraulique et d'assainissement orientée vers la survie et la protection des enfants, l'alimentation des villages en eau destinée à la consommation des habitants ainsi qu'aux besoins agricoles et pastoraux, y compris, entre autres, la formation de puisatiers; la rénovation et l'entretien des routes; la formation aux soins de santé primaires; l'éducation de la population à la prévention des maladies sexuellement transmissibles / du Sida, l'hygiène sexuelle et la santé reproductive; la construction et la gestion d'écoles, de ponts et d'installations de stockage; le développement et la mise en oeuvre d'une stratégie de logement à l'échelon national.

### *Projet de logement en Namibie*

*Mis en oeuvre par le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (HABITAT), ce projet de logement est considéré comme un "brillant succès de l'assistance du PNUD"; la contribution apportée par les Volontaires des Nations Unies a été reconnue comme étant un facteur important. Le projet a établi "un programme de logement abordable pour le pays qui a créé des*



*emplois pour les jeunes dans différentes régions du pays. Il a contribué au "Namibian Build Together Programme" auquel ont été décerné trois prix internationaux.*

### 3. Etendre la protection sociale aux groupes vulnérables

Dans ce domaine sensible où la demande va en augmentant du fait de l'ajustement économique, les Volontaires des Nations Unies apportent une assistance très diverse à de très nombreux pays: ravitaillement en vivres aux populations confrontées à des pénuries alimentaires chroniques ou à une insécurité alimentaire transitoire; alimentation scolaire; programmes de travaux publics nécessitant une main-d'oeuvre importante pour apporter des revenus aux zones rurales touchées par la sécheresse; suivi de l'aide alimentaire; éducation pour le bien-être familial; campagnes de formation et de prise de conscience générale concernant la prévention du Sida/HIV; interventions décentralisées pour le contrôle du Sida.

#### *Protection des groupes vulnérables*

*Peggy Keteku, du Ghana, a été animatrice VNU/DDS dans le village de Kakunyu relevant de la coopérative polyvalente de Karaay en Ouganda. Cette organisation communautaire avait pour objectif d'assurer l'alimentation et l'hébergement de toute la communauté, en particulier de ses membres atteints du Sida et devenus sans ressources. Des familles entières de cette région ont été décimées par le virus, laissant de nombreux enfants seuls ou à la charge de leurs grands-parents. Le nombre d'orphelins a en fait très nettement augmenté, passant de 20 à 70 orphelins du Sida dans chaque localité. Les malades du Sida avaient aussi été laissés à l'abandon jusqu'à ce qu'ils décèdent car le Sida/HIV était considéré comme un problème personnel. Peggy a donc commencé par sensibiliser la région aux questions relatives au Sida/HIV et a bientôt vu un effet, en particulier chez les mères restantes. Les femmes locales ont décidé de réunir leurs maigres ressources pour aider. Certaines sont devenues des parents de placement pour donner aux plus jeunes enfants un cadre familial rassurant dans lequel grandir. Mais elles se sont aussi efforcées de développer les activités génératrices de revenus de leur groupe afin de faire vivre les orphelins du Sida et d'améliorer le régime alimentaire de leurs propres enfants. De l'argent a été recueilli pour engager un instituteur et donner une éducation primaire gratuite aux enfants en âge d'être scolarisés. Un centre de formation a ensuite été créé pour les adolescents afin qu'ils puissent acquérir des compétences pratiques et monnayables comme la maçonnerie, la menuiserie, la fabrication d'outils, la réalisation de vêtements etc. Compte tenu de l'évolution de la structure sociale en Ouganda, les possibilités d'emploi se sont en fait révélées prometteuses.*

### 4. Promouvoir l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes

Les Volontaires des Nations Unies ont soutenu des actions spécifiques en faveur des femmes en reconnaissance du fait que la pauvreté en Afrique subsaharienne touche plus durement les femmes que les hommes. Toute une gamme d'activités a donc été lancée dans ce

domaine pour soutenir des services centraux nationaux dans la promotion des femmes: l'établissement de capacités au niveau national dans l'élaboration de projets de micro-entreprises pour la promotion des femmes; l'aide à des initiatives fondées sur l'effort personnel prises par des femmes pour générer des revenus supplémentaires (par exemple la production de légumes hors saison, la fabrication de textiles et de cosmétiques); une assistance pour mobiliser des ressources (systèmes d'épargne) et un soutien pour améliorer les installations d'assainissement; un soutien technique au traitement des produits alimentaires par des groupes de femmes cherchant à gagner de l'argent pour payer les frais de scolarité et de soin des enfants ainsi que d'autres besoins élémentaires; des projets de travail indépendant et de formation dans l'entreprise pour les jeunes mères; l'assistance aux associations de femmes sinistrées par des activités génératrices de revenus; le soutien apporté aux regroupements U.O.N.G de femmes pour la préparation et le suivi de la Conférence de Beijing.

### *Plus que de l'argent*

*Fatmata Kargbo, de Sierra Leone, Animatrice VNU/DDS, est arrivée à Kalomo en Zambie et a remarqué que les femmes de Mawaya étaient vraiment marginalisées. Mawaya est un bidonville particulièrement misérable. Les femmes Lusangano de Mawaya s'étaient résignées à la dureté de la vie et ne croyaient pas pouvoir changer les choses d'une quelconque manière. Douée pour la décoration de tissu selon le procédé de chinage par teinture, art traditionnel de sa Sierra Leone natale, Fatmata a décidé d'essayer de former un groupe de femmes à cette technique. Il a fallu de la persuasion et des encouragements mais une poignée de femmes a fini par se réunir et le groupe en a appris de plus en plus avec le temps. Les dessins sont devenus plus compliqués, les associations de différentes techniques ont été plus imaginatives et la qualité s'est améliorée. Les tissus des Lusangano sont aujourd'hui recherchés dans les boutiques et les hôtels de Lusaka où se trouvent les principaux débouchés. Les tissus ont acquis une grande réputation et le groupe a aussi commencé à former d'autres groupes à ses techniques. "Au début, nous les formions gratuitement. Des gens sont venus de différentes régions de Zambie et même du Zimbabwe. Des groupes, des personnes individuelles et même des centres de formation sont venus pour que nous les formions. Nous avons alors réalisé que plus nous formions de gens et plus nous aurions de concurrence. Nous les faisons donc payer un peu maintenant - pas beaucoup mais un peu pour ne pas donner pour rien nos techniques durement acquises" explique la secrétaire du groupe, Mary Bernadette Mhango. Les réalisations du groupe ne sont pas passées inaperçues. Un prix de 1000 \$ lui a été décerné en 1993 par le Commonwealth Youth Programme en reconnaissance de son travail. Cette somme a servi à construire près du marché une boutique/atelier sur une parcelle de terre que leur a cédé le conseil municipal.*

### 5. Favoriser la création d'emplois et de moyens d'existence durables

Un bon nombre des activités présentées plus haut sont génératrices d'emplois et améliorent les conditions de vie. Certaines activités auxquelles participent les Volontaires des Nations Unies sont cependant spécialement destinées à augmenter les possibilités



d'emploi dans des projets générateurs de revenus. En voici quelques exemples: des programmes d'irrigation pour réduire le chômage rural et accroître la production vivrière; la promotion de travaux à petite échelle nécessitant une main-d'oeuvre importante comme le réaménagement et l'entretien des terres agricoles et de l'infrastructure; la promotion d'une agriculture plus rémunératrice comme la production de fruits et de légumes ainsi que la promotion d'une production de meilleure qualité (par exemple les coopératives de femmes pour la production laitière, des meilleures pratiques d'alimentation des animaux).

### *Habilitation des femmes par la réussite professionnelle*

*Natividad Tarralba, nutritionniste des Philippines, a été VNU responsable du développement d'entreprises dans un projet conjoint entre le gouvernement, l'UNIFEM et le BIT à Zanzibar, Tanzanie, de 1991 à 1995 qui aidait les femmes à mener avec succès de petites entreprises générant des revenus supplémentaires, contribuant à leur habilitation. Elle a formé des animateurs de développement d'entreprises, aidé des femmes d'affaires à s'organiser en groupes pour échanger des problèmes et des solutions et a dirigé une étude de marché sur les possibilités locales de micro-entreprises. Elle a aussi facilité l'obtention d'un statut juridique et l'accès à des services bancaires en bonne et due forme pour les groupes. Même si Natividad confirme que les femmes d'affaires tanzaniennes ont acquis une incroyable confiance en elles en gérant leur entreprise et en s'occupant de finances, elle convient aussi qu'un suivi patient sera nécessaire pour assurer la viabilité des réalisations.*

### 6. Préserver et régénérer la base des ressources naturelles

Les programmes et projets de développement doivent manifester une prise de conscience d'un problème sans cesse croissant: la nécessité de préserver et de régénérer la base des ressources naturelles. Par conséquent, même si les interventions décrites plus haut peuvent ne pas avoir souligné la dimension écologique, cette dimension existe lorsqu'une meilleure gestion de la terre et de l'eau est nécessaire par exemple. Les activités soutenues par les Volontaires des Nations Unies indiquées dans cette partie se rapportent aux questions de gestion des ressources naturelles de plus grande ampleur à savoir le contrôle et la protection de l'environnement agro-sylvo-pastoral, la régénération et la gestion des forêts par les communautés locales, la création de ceintures vertes, l'éducation de masse concernant les questions relatives à l'environnement.

### *Faire revivre les connaissances autochtones sur la protection de l'environnement*

*La collaboration des Volontaires des Nations Unies avec les communautés locales dans l'identification et la résolution de problèmes locaux relatifs à l'environnement a longtemps été une caractéristique du programme de développement participatif des Volontaires des Nations Unies. Ces dernières années, le programme VNU a facilité le soutien des ECO-VOLONTAIRES. Les éco-volontaires sont des hommes et des femmes, vivant dans leur propre communauté, qui ont une réputation certaine en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de solutions peu coûteuses aux problèmes d'environnement au niveau local. Le programme VNU a établi des liens permettant de faire*

*parvenir à ces volontaires un soutien matériel et organisationnel par le biais de deux projets financés par le Fonds Bénévole Spécial des VNU (FBS) et les Réserves Spéciales du Programme Ressources (SPR) du PNUD.*

#### 7. Accroître la sécurité alimentaire des ménages

La sécurité alimentaire au niveau des ménages peut être traitée par les revenus, tout au moins lorsqu'il en est fait bon usage. La plupart des ménages ruraux se reposent cependant sur la production de leur propre alimentation. D'où les interventions des Volontaires des Nations Unies pour soutenir la production des récoltes vivrières traditionnelles combinée au développement de variétés améliorées. Les autres domaines d'intervention sont notamment le traitement et la conservation des produits alimentaires, la nutrition de l'enfant et la sécurité alimentaire et économique des ménages dans les communautés où prédominent la malnutrition et la pauvreté.

##### *Nonvikandodji - les boulangères d'Aklakou*

*Commençant grâce à une caisse d'avances sous forme de tontine traditionnelle appelée Nonvikandodji "par égard pour votre ami, ayez du courage", seize femmes du Togo rural ont décidé en 1991 de faire du pain dans le cadre d'une entreprise à but lucratif. Se fondant sur leurs propres compétences, économies et détermination, elle ont fait en sorte, avec l'aide de Celestine Akakpo du Bénin, animatrice VNU/DDS, et de l'ONG APRETECTRA, de développer progressivement leur entreprise et même d'approvisionner en pain et en gâteaux toute la région et le Bénin voisin. Leur réussite repose sur la qualité des produits, l'autodiscipline et l'auto-organisation qui perdurent malgré le développement croissant de l'entreprise. Desservant une vaste zone avec cette alimentation de base, les boulangères d'Aklakou ont pu, grâce à leur entreprise rentable et viable, faire organiser pour elles une formation élémentaire pour tenir leur comptabilité, augmenter régulièrement leur productivité, obtenir des prêts et aussi épargner pour leur caisse de prévoyance. Elles disent qu'elles ont maintenant de meilleures disponibilités alimentaires et peuvent désormais acheter plus de médicaments et contribuer aux frais de scolarité de leurs enfants.*

#### 8. Assurer un accès équitable au crédit et aux actifs de production

C'est un autre domaine prioritaire qui en touche plusieurs autres. Il doit pourtant être souligné car un accès équitable est une contrainte majeure pour les initiatives de production, en particulier pour les femmes pauvres. Les Volontaires des Nations Unies ont soutenu des activités qui permettent aux "plus démunis" de surmonter les contraintes en matière d'accès. Les Volontaires des Nations Unies ont, par exemple, aidé à l'établissement de mécanismes d'épargne et de coopératives de crédit ainsi que de mécanismes d'épargne classique et de banques de crédit. Même si les contributions des Volontaires des Nations Unies aux réformes politiques et institutionnelles restent limitées, on peut s'attendre à l'avenir à ce que l'expérience des Volontaires des Nations Unies ait des répercussions sur les attitudes gouvernementales pour aboutir à la suppression des entraves à l'accès des "plus démunis" aux actifs de production.



## *Crédits - La manière du Togo*

*Le programme des Services de développement local au Togo a lié l'utilisation du petit fonds de crédit renouvelable des Services de développement local aux systèmes d'épargne et de crédit existants. Le recours à la longue expérience et la grande compétence d'une organisation comme la Fédération des Unions de Coopératives d'Épargne et de Crédit (FUCEC) réduit le mauvais usage des fonds de crédit, aboutit à des projets plus viables, mobilise les ressources locales, favorise la propriété nationale et permet à tous les intervenants dans le processus d'acquérir des connaissances pratiques. Le partenariat entre la FUCEC et le programme VNU DDS comprend à la fois la gestion du crédit et la formation à la gestion financière à l'échelon des institutions, de la communauté et des entreprises.*

### 9. Interventions dans le domaine politique

Les Volontaires des Nations Unies ont contribué à l'application d'importantes mesures politiques dans un certain nombre de pays. La stratégie nationale de logement en Namibie mentionnée plus haut en est un exemple. On peut citer comme autres cas: revues de politiques et budgets nationaux, des réformes politiques et institutionnelles et leur coordination, la décentralisation du processus décisionnel, l'établissement de cartes de la pauvreté nationale, la formation des capacités en gestion économique, la coordination de l'aide. A quelques exceptions près, ces interventions ont cependant été limitées dans leur impact réel et leur sphère d'influence. Mais les possibilités d'une répercussion plus grande ne peuvent être ignorées.

#### *Outils de mesure de la pauvreté nationale en Namibie*

*Des enquêtes sur les ménages permettent désormais de mieux évaluer la pauvreté en Namibie grâce à l'établissement d'un Bureau Central de la Statistique (BCS) qui a commencé ses activités en mai 1991 avec l'assistance financière du PNUD et technique de UNDDSMS et des Volontaires des Nations Unies. Deux statisticiens des Volontaires des Nations Unies travaillent à ce projet à la Division du recensement et des enquêtes et à la Division des statistiques économiques. Ils participent tous deux à l'établissement de capacité et d'aptitude de l'BCS qui réalise maintenant des enquêtes sur les niveaux et schémas de revenus et de dépenses des ménages, entre autres conditions socio-économiques. Ces données sont indispensables aux études sur la pauvreté et contribuent à établir des profils de pauvreté et élaborer en conséquence des mesures de réduction de celle-ci.*

### 10. Aide humanitaire et droits de l'homme

Les demandes de contributions à l'aide humanitaire reçues par les Volontaires des Nations Unies sont importantes et en constante augmentation car le Programme des Volontaires des Nations Unies a pu répondre en temps voulu et de manière efficace aux pays et organismes concernés qui ont fait appel à ses services. Pour montrer l'ampleur de l'effort des

Volontaires des Nations Unies dans ce domaine spécifique, plus de 13 % des 185 membres du personnel des Volontaires des Nations Unies sont affectés à l'opération humanitaire au Rwanda. Les Volontaires des Nations Unies ont aussi aidé de manière importante le HCR dans son opération pour s'occuper de plus d'un demi-million de réfugiés ces temps derniers. L'Ethiopie a bénéficié du soutien des Volontaires des Nations Unies pour s'occuper des personnes réfugiées revenant en Ethiopie. On pourrait encore citer de nombreux autres cas.

Pour ce qui est des opérations relatives aux droits de l'homme, les Volontaires des Nations Unies ont été appelés pour aider à favoriser le processus démocratique dans quelques pays. Au Rwanda par exemple, jusqu'à 80 spécialistes des Volontaires des Nations Unies soutiennent les opérations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (UNHCDH) pour rétablir la confiance et inciter les personnes autochtones déplacées et les réfugiés à rentrer chez eux. Les opérations ont, dans certains cas, nécessité un personnel considérable (par exemple 39 % du personnel des Volontaires des Nations Unies au Rwanda).

*Assistance des Volontaires des Nations Unies pour l'aide humanitaire et l'instauration de la confiance au Burundi:*

*Dans le cadre d'une mesure consécutive à l'appel d'urgence inter\_Agence des Nations Unies pour le Burundi en 1994, les Volontaires des Nations Unies ont élaboré et financé, sur leur Fonds Bénévole Spécial (FBS), un projet destiné à soutenir le processus de paix au Burundi par le déploiement de conseillers pour la paix des Volontaires des Nations Unies. Ce projet est destiné à favoriser la paix au niveau de la communauté par des mesures instaurant la confiance. Les conseillers pour la paix ont, entre autres activités, organisé en 1994 un séminaire intitulé "Démocratie et gouvernance" qui a contribué à dégager des informations sur les causes profondes du conflit. Le projet collabore aussi avec des associations de jeunes et des ONG travaillant avec des femmes au Burundi pour élaborer et mettre en oeuvre des projets de paix destinés à la réintégration sociale par la restauration de la confiance des personnes autochtones déplacées et des réfugiés.*

#### 4. LECONS TIREES DE L'EXPERIENCE

##### 4.1 Réalisations

Le Programme des Volontaires des Nations Unies offre les services d'hommes et de femmes compétents et expérimentés qui sont prêts à travailler dans des conditions très difficiles à savoir là où vivent les populations les plus vulnérables. Ils ont réussi jusqu'ici à accomplir leur mission. Les animateurs VNU sont reconnus pour soutenir efficacement des initiatives prioritaires locales des "pauvres". "Leur dispositif de mise en oeuvre donne priorité au processus de transmission directe des connaissances, des compétences et des ressources aux communautés locales. En effet, non seulement cela stimule davantage l'initiative des "pauvres" mais cela permet aussi aux organisations intermédiaires dans lesquelles travaillent les animateurs (par exemple des ONG et autres organismes) d'atteindre



sans heurts leur objectif d'élimination de la pauvreté."

L'examen de la contribution des Volontaires des Nations Unies à l'élimination de la pauvreté présenté au chapitre 3 de cette communication montre clairement que les activités des Volontaires des Nations Unies répondent aux recommandations du Sommet mondial sur le progrès social. La contribution des Volontaires des Nations Unies se rapporte notamment aux préoccupations exprimées par le Sommet mondial sur le développement social dans l'objectif 1 - relatif à la création d'un contexte économique, politique, social et juridique permettant aux populations de parvenir à un développement social - et dans l'objectif 3 visant à permettre à tous les hommes et femmes d'avoir des moyens d'existence sûrs et durables. La contribution des Volontaires des Nations Unies répond en outre tout particulièrement à un certain nombre d'éléments du programme d'action du Sommet mondial sur le développement social notamment pour ce qui concerne des parties des chapitres II, III et IV qui demandent un soutien du développement communautaire basé sur la formation des capacités pour la conception et la mise en oeuvre de programmes.

Les résultats des Volontaires des Nations Unies font véritablement du Programme des Volontaires des Nations Unies un instrument clé à la disposition du PNUD et du système des Nations Unies pour aider les pays en développement à élaborer et mettre en oeuvre des stratégies et des programmes d'élimination de la pauvreté.

#### 4.2 Forces perçues

Les utilisateurs des services des Volontaires des Nations Unies reconnaissent unanimement que la force de ces derniers réside essentiellement dans leur mandat qui implique, une fois encore, un **esprit de solidarité et de collaboration** avec les personnes défavorisées. La question est cependant celle-ci: où les Volontaires des Nations Unies ont-ils le plus d'effet? Est-ce sur le terrain opérationnel ou au niveau central de politique générale? L'évidence des faits souligne que la nécessité de l'action des Volontaires des Nations Unies est la plus ressentie sur le plan opérationnel. Un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne ont en réalité connu une diminution constante du nombre des spécialistes des Volontaires des Nations Unies en parallèle avec une augmentation continue d'animateurs VNU. Parmi les raisons, on pourrait citer la prédominance de cadres locaux et d'experts internationaux dans le domaine de l'élaboration de politiques et de stratégies alors que les activités au niveau de la communauté nécessitent des qualités particulières que l'on trouve plus couramment dans les programmes de volontariat. Il serait donc juste de suggérer que l'ensemble des activités des Volontaires des Nations Unies reste au niveau du terrain. Une autre force, ici encore du point de vue des utilisateurs, réside dans le fait que le programme des Volontaires des Nations Unies présente l'avantage d'apporter facilement des services d'experts venant de plus de 130 pays, offrant ainsi une expérience diversifiée et permettant une plus grande faculté d'adaptation aux conditions locales. Le Programme des Volontaires des Nations Unies a aussi la faculté d'adopter une approche "d'équipe mixte" grâce à laquelle des agents d'exécution des Services de développement local et des spécialistes des Volontaires des Nations Unies locaux et internationaux, des volontaires de l'UNISTAR et des cadres d'organismes des Nations Unies peuvent oeuvrer simultanément sans heurts à différents aspects de la réduction de la pauvreté, depuis l'établissement d'une politique jusqu'à la mise en oeuvre au niveau de la communauté.



Les Volontaires des Nations Unies unissent les qualités d'une coopération Sud-Sud entre des pays où l'élimination de la pauvreté est un problème bien connu et celles d'une coopération Nord-Sud selon laquelle des volontaires du Nord font partager leur expérience, leurs normes et leur approche à l'équipe du programme. Il y a aussi la question de la complémentarité avec les ONG. Les liens des Volontaires des Nations Unies avec les gouvernements par l'intermédiaire du PNUD leur permettent d'avoir une position appropriée pour transmettre des informations en retour non seulement au PNUD et au système des Nations Unies mais aussi aux décideurs nationaux.

Les Volontaires des Nations Unies peuvent aussi être utilisés pour aider à renforcer la capacité des ONG (en particulier les ONG locales) et des autorités locales pour planifier et mettre en oeuvre des mesures de développement basées sur les besoins ressentis par la communauté. Les Volontaires des Nations Unies sont en outre mieux placés pour renforcer des partenariats entre ONG, groupes de volontaires et organisations communautaires. Et les équipes des Volontaires des Nations Unies peuvent jouer un rôle de coordination horizontale entre les divers programmes ainsi qu'une coordination verticale par l'apport d'informations aux décideurs politiques.

#### 4.3 Rechercher le potentiel inexploité

Même si tout porte à croire que le principal domaine de concentration des activités des Volontaires des Nations Unies sera au niveau du terrain et que les Services de développement local ont encore un potentiel d'expansion, il existe une possibilité pour l'utilisation de leur services pour l'élaboration de politiques et de stratégies qui n'est pas pleinement exploitée. Les responsables du Programme des Volontaires des Nations Unies ont à ce propos soulevé quelquefois la question de savoir si les Volontaires des Nations Unies constituent "la somme numérique des volontaires individuels ou un réseau récurrent" avec une courroie de transmission bidirectionnelle, remontant depuis la base et y redescendant, entre les pouvoirs centraux et les communautés locales. La préoccupation exprimée est le potentiel d'une contribution du programme basée sur les expériences individuelles des Volontaires des Nations Unies à l'élaboration de politiques et de programmes afin que ceux-ci soient véritablement adaptés aux objectifs fixés et aux populations concernées. Le problème consiste à concevoir des mécanismes transmettant systématiquement aux hautes sphères les enseignements acquis aux échelons inférieurs à savoir du niveau micro au niveau macro. Il est suggéré à cet effet d'organiser régulièrement, au niveau des pays, des séminaires sous l'égide des Volontaires des Nations Unies pour restituer les enseignements et les résultats obtenus. Ces séminaires et autres sources d'information pourraient aussi être à la base de rapports officiels adressés aux organes décisionnaires concernés par l'intermédiaire du Représentant Résident du PNUD. Il est aussi particulièrement nécessaire de rassembler et de divulguer les connaissances acquises au niveau de la communauté. Il est suggéré à ce propos de prévoir une activité spécifique au sein de chaque projet, en vue de la collecte et la diffusion des enseignements obtenus. Une initiative INTERNET des Volontaires des Nations Unies, SOUTHLINKS, qui prend en charge l'échange d'informations utiles pour les actions au niveau des communautés, peut être une aide précieuse dans ce domaine, en particulier par le développement de son programme de journalistes "aux pieds nus" ou de "raconteurs". Le programme VNU devrait être associé à l'exercice de programmation par pays du PNUD dès les premiers stades de la conception en vue de définir dès le début les contributions attendues des volontaires.



La collaboration avec des ONG, en particulier des regroupements d'ONG de femmes aux fins d'aider au suivi de la Conférence de Beijing est un autre secteur d'expansion potentielle des activités des Volontaires des Nations Unies.

Les Volontaires des Nations Unies devraient chercher à participer davantage aux programmes d'élimination de la pauvreté établis par des donateurs bilatéraux et multilatéraux ne disposant pas d'une capacité comparable. Les Volontaires des Nations Unies devraient aussi saisir les occasions présentées par des pays ayant décidé de mettre en application le concept de développement humain durable. Les Volontaires des Nations Unies et en particulier les animateurs VNU sont perçus comme une bonne source de soutien pour faire des programmes de progrès social des instruments pour la "lutte permanente contre la pauvreté".

Vu le nombre croissant de conflits en Afrique subsaharienne et les coûts économiques et sociaux de ceux-ci, il est juste de dire qu'une plus grande participation des Volontaires des Nations Unies à la prévention des conflits serait un bon investissement dans l'élimination de la pauvreté. L'éducation pour la prévention des conflits est donc une opportunité d'action pour les Volontaires des Nations Unies. Les activités liées à la réintégration des populations touchées par la guerre ainsi que l'éducation et la prise de conscience des mines anti-personnelles méritent elles aussi l'attention des Volontaires des Nations Unies.

Il existe d'autres opportunités liées à la mobilisation des ressources et à une plus grande assistance au processus démocratique au niveau local, y compris des initiatives locales d'établissement de la paix.

#### 4.4 Encourager les partenariats

L'avenir des Volontaires des Nations Unies est "brillant et complexe" a déclaré un conseiller en politique nationale bien informé. Pour faciliter la demande, il suggère une sorte "d'unification" des programmes de pays des Volontaires des Nations Unies selon laquelle le gouvernement et les Volontaires des Nations Unies conviendraient d'un ensemble de domaines fondamentaux d'élimination de la pauvreté à traiter selon un calendrier précisé (par exemple le cycle de programme du PNUD). Ceci suggère un partenariat sur un ensemble d'activités à réaliser dans un certain délai. Un tel arrangement devrait permettre aux Volontaires des Nations Unies de planifier leur contribution à un ensemble varié d'interventions tant au niveau des programmes que de la politique. Pour ce qui est du partenariat avec différents intervenants dans les actions d'élimination de la pauvreté, il a été observé que "à de rares exceptions près, il n'y a eu aucun problème de collaboration et d'intégration avec d'autres organismes ou services gouvernementaux avec lesquels des spécialistes des Volontaires des Nations Unies ont travaillé". Des suggestions sont faites cependant pour encourager les partenariats à l'échelon des pays.

Ces suggestions concernent notamment:

1. La révision de l'accord par pays entre le PNUD et les Volontaires des Nations Unies pour faciliter le travail direct des Volontaires des Nations Unies avec d'autres organisations en plus des gouvernements centraux;

2. Une offre officielle à faire par le siège des Volontaires des Nations Unies et visant à apporter les services des Volontaires des Nations Unies aux bureaux de pays des organisations donatrices pour des programmes ne relevant pas des Nations Unies (les conditions et mécanismes de ces opérations devant être établis);
3. Les Volontaires des Nations Unies devraient rester liés aux bureaux du PNUD sur le terrain et, bien sûr, continuer d'avoir accès aux organismes et aux ressources des Nations Unies tout avec la souplesse opérationnelle nécessaire;
4. Un système devrait être établi au niveau national pour profiter de l'expérience des agents des Volontaires des Nations Unies de retour dans leur pays.

## 5. CONCLUSION

Le Programme des Volontaires des Nations Unies a apporté une assistance utile aux pays d'Afrique subsaharienne d'une manière qui répond en fait aux engagements du SMDS. L'élimination de la pauvreté étant une tâche multisectorielle, les activités des Volontaires des Nations Unies couvrent de très nombreux domaines afin de donner aux populations les moyens de s'autodévelopper et d'apporter un soutien aux populations chroniquement vulnérables de manière chronique et une aide humanitaire aux populations sinistrées. Les faits indiquent que les Volontaires des Nations Unies ont été reconnus comme étant un élément très efficace pour le soutien du développement sur le terrain.

On peut cependant faire quelques observations. Tout d'abord, l'élimination de la pauvreté ne ressort pas aussi explicitement et avec autant de force de la déclaration de mission des Volontaires des Nations Unies que de celle du PNUD. Il serait utile à cet égard d'étudier les documents directifs afférents. Deuxièmement, la question de savoir si les Volontaires des Nations Unies devaient définir un "créneau" auquel consacrer leurs activités a été soulevée. Il est difficile d'établir un créneau quand il s'agit d'éliminer la pauvreté, action qui nécessite des activités multisectorielles. Si les contributions des Volontaires des Nations Unies doivent rester induites par la demande, et elles doivent le rester, les services spécialisés disponibles doivent alors s'occuper au moins de l'ensemble minimal des demandes émanant des "pauvres". On pourrait aussi soutenir que le fait de se consacrer aux "plus démunis" est déjà en soi une option et un créneau. Troisièmement, une préoccupation est souvent exprimée concernant l'avantage comparatif des Volontaires des Nations Unies par rapport à d'autres intervenants dans les activités d'élimination de la pauvreté. On peut remarquer que la règle du jeu est, par nature, la complémentarité car chaque intervenant a certains avantages/forces dans un domaine précis dont la bonne utilisation peut profiter au travail d'équipe. En fait, si la notion d'avantage comparatif doit prévaloir, cela sous-entend une subsidiarité dont l'application est impossible car toutes les institutions participant à l'élimination de la pauvreté (et elles sont nombreuses) revendiquent une entière compétence et un engagement total à la cause.

Le point suivant concerne le partenariat. Des questions sont posées sur le partenariat à long terme en matière d'élimination de la pauvreté. Certains pays suggèrent cependant un partenariat avec les Volontaires des Nations Unies pour réaliser un programme à moyen terme coïncidant, par exemple, avec le cycle de programmation du PNUD. Cette suggestion a le mérite de proposer aussi de consacrer le programme à moyen terme à un ensemble d'activités essentielles pour lesquelles les Volontaires des Nations Unies peuvent planifier un soutien venant à point nommé. Cette approche mérite d'être soigneusement examinée. Dans le même esprit, des recommandations



précises ont été faites pour renforcer les partenariats dans un même pays en facilitant la collaboration entre les Volontaires des Nations Unies et les institutions non gouvernementales, notamment par la révision des accords en vigueur. Ceci mérite aussi d'être étudié.

Il y a une autre question qui n'est pas spécifique au programme des Volontaires des Nations Unies mais qui a, à certains égards, une incidence sur leurs résultats, à savoir le décalage entre le débat intellectuel et l'action quand il s'agit d'appliquer les principes convenus. Un exemple en est le suivi participatif qui reste encore à établir réellement. Si le suivi participatif est important (et il l'est pour la bonne évaluation et la validation des résultats), des mesures appropriées doivent être prises pour qu'il fonctionne.

La dernière observation concerne l'influence des Volontaires des Nations Unies rentrés dans leur pays. Il semblerait que l'expérience qu'ils ont acquise ne soit pas bien exploitée. Les Volontaires des Nations Unies avec le PNUD et des gouvernements d'Afrique subsaharienne concernés pourraient étudier des mécanismes pratiques à cet égard afin d'utiliser les compétences de personnes qui sont certainement déçues de ne pas voir leur expérience reconnue et partagée.

Les observations faites ci-dessus ainsi que les conclusions énoncées dans ce document de travail suggèrent qu'un ensemble de problèmes/questions soient traités pour mieux soutenir les initiatives actuelles et futures d'élimination de la pauvreté. Ils incluraient les points suivants:

1. Quelles sont les principales contraintes aux initiatives d'élimination de la pauvreté?
2. Quels sont les principaux facteurs à l'origine des succès et des échecs?
3. Comment pouvons-nous assurer la durabilité des initiatives "de responsabilisation des populations" et quel rôle peuvent jouer les Volontaires des Nations Unies?
4. Quels sont les domaines de potentiel inexploité les plus prometteurs et gérables pour le soutien par les Volontaires des Nations Unies de l'élimination de la pauvreté?
5. Dans quelle mesure les Volontaires des Nations Unies doivent-ils participer à l'aide apportée dans l'élaboration de politiques et de stratégies en plus des interventions au niveau du terrain?
6. Quelle doit être l'ampleur / l'importance des activités expérimentales des Volontaires des Nations Unies, en particulier du Fonds Bénévole Spécial (FBS)?
7. Comment et dans quelle mesure des modalités comme l'UNISTAR et le TOKTEN peuvent-elles ajouter à la contribution des Volontaires des Nations Unies dans les actions pour l'élimination de la pauvreté?
8. Les Volontaires des Nations Unies nationaux: mise au point sur cette modalité pour ce qui est d'assurer la durabilité et la formation des capacités?
9. Comment peut-on/doit-on renforcer le partenariat dans un même pays pour l'élimination de la pauvreté? De quelle manière et à quel niveau s'y insère le programme des Volontaires des Nations Unies?

10. Comment les Volontaires des Nations Unies peuvent-ils établir un partenariat plus étroit avec la société civile pour l'élimination de la pauvreté?
11. Comment améliorer l'efficacité de la collecte et de la diffusion des connaissances acquises au niveau de la communauté, notamment pour ce qui est des retours d'information dans la programmation? Comment augmenter les contributions de SOUTHLINKS?
12. Suivi participatif: comment le mettre efficacement en oeuvre et attribuer des rôles aux Volontaires des Nations Unies?



